**ARRÊTÉ PORTANT ATTRIBUTION**

**DE LA PRIME DE POUVOIR D’ACHAT EXCEPTIONNELLE**

**A** *M./Mme ......................................................*

 Le *Maire de la Commune de …………….. / Le Président de…………………*

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 714-4 et suivants,

- Vu le décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023 portant création d’une prime de pouvoir d’achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,

- Vu la délibération du ………… *(organe délibérant)* en date du ………….. fixant le principe et les montants de la prime de pouvoir d’achat exceptionnelle,

- Considérant que sur la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, *M./Mme ...................................................... (nom, prénom)*, ………… *(titulaire, stagiaire, contractuel de droit public)* a perçu une rémunération brute de ………… euros,

- *(Le cas échéant, pour les agents qui ont exercé à temps non complet ou à temps partiel sur la période de référence)* Considérant que sur la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, *M./Mme ...................................................... (nom, prénom)*, a exercé ses fonctions à temps non complet à raison de … heures hebdomadaires **ET/OU** a été autorisé(e) à exercer ses fonctions à temps partiel à raison d’une quotité de temps de travail de … %,

- *(Le cas échéant, pour les agents qui n’ont pas exercé leurs fonctions pendant la totalité de la période de référence)* Considérant que sur la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, *M./Mme ...................................................... (nom, prénom)*, a été employé(e) et rémunéré(e) par une collectivité territoriale ou un établissement public du ………… au …………,

- Considérant que *M./Mme ...................................................... (nom, prénom)* peut bénéficier de la prime de pouvoir d’achat exceptionnelle,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er :** *M./Mme* percevra ………….. euros au titre de la prime de pouvoir d’achat exceptionnelle.

**ARTICLE 2ème**: Cette prime sera versée en ………….. fraction(s).

**ARTICLE 3ème:** En application des dispositions de l’article R421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de ……………….. dans le délai de 2 mois de la notification à l'intéressé(e) (requête possible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**ARTICLE 4ème**: Le ………. *(autorité territoriale)* est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’intéressé(e).

Fait à ………………., le ……………..

Le *Maire/Président*,